

Contre Attaque Le peuple des cafards ...

INDE : LE PARTI DU «PEUPLE DES CAFARDS» FAIT CÉDER NARENDRA MODI

– La jeunesse indienne désenchantée au cœur d'une mobilisation inédite contre la corruption et la faillite du système universitaire du pays –

Après des mois de mobilisation, le Premier Ministre indien Narendra Modi a reculé face à la pression de la rue en limogeant son Ministre de l'Éducation face à un mouvement étudiant d'ampleur. Une contestation rassemblée derrière la bannière d'un «parti» satirique répondant au nom de «Parti du peuple des Cafards», et fondée sur des mots d'ordre anti-corruption et pro-jeunesse. La répression policière et la réaction tardive du gouvernement a conduit le mouvement à s'étendre considérablement dans un pays verrouillé tant politiquement que socialement.

Les cafards n'ont pas dit leur dernier mot

La contestation tire son origine d'une déclaration lunaire du Président de la Cour Suprême indienne, Surya Kant, en mai 2026. Le Gardien de la Constitution avait lâché, au milieu d'une conférence de presse, qu'il y a «des jeunes, comme des cafards, qui ne trouvent ni emploi ni place dans le monde professionnel». Malgré des justifications en trompe l'œil, cette petite phrase a fait mouche au sein d'une jeunesse qui espère beaucoup mieux d'un système universitaire agonisant pour son avenir.

Dès le lendemain, Abhijeet Dipke, diplômé en communication politique, réagit à la déclaration du Gardien de la Constitution en posant la question suivante sur X (ex-Twitter) : «Et si tous les cafards se rassemblaient ?» Le post devient immédiatement viral, la machine s'emballe et, le 16 mai, le jeune indien résidant aux USA lance son parti politique... celui du «peuple des cafards», dont l'acronyme en Indien s'écrit «CJP», un joli pied de nez au BJP, le parti nationaliste au pouvoir dont est issu Narendra Modi.

Au sein du CJP, pas besoin de carte d'adhésion hors de prix, il suffit de remplir quatre conditions pour entrer : être sans emploi, paresseux, accro à internet et révolté. Au grand dam des autorités, les cafards encartés se comptent désormais par dizaines de millions sur les réseaux sociaux, et plus d'un million sont enregistrés sur le site officiel du parti, un chiffre qui dépasse largement ceux des partis traditionnels indiens.

L'effervescence actuelle tire ses racines d'un constat démographique simple : aujourd'hui, plus de la moitié de la population du pays le plus peuplé du monde a moins de 30 ans. Pourtant, les choix politiques du gouvernement vont à rebours des aspirations légitimes d'une jeunesse exaspérée par un système universitaire au bord de l'effondrement, et d'une corruption toujours plus grande. À cela s'ajoute un taux de chômage hors normes pour les plus jeunes, qui s'élève à 40% pour les 15 à 25 ans.

Un système universitaire injuste

À la fin du mois de mai, de nombreux étudiant·es se sont suicidé·es après les fraudes massives qui ont entaché le concours national d'entrée en médecine, invalidant l'examen. Une tragédie qui a mis le feu aux poudres. La contestation s'organise alors dans la rue, avec des mots d'ordre appelant à la démission pure et simple de Dharmendra Pradhan, le Ministre de l'Éducation, ainsi que celle de Narendra Modi. Sur la place Jantar Mantar à New Delhi, les étudiant·es ont aussi décrété l'occupation pacifique et permanente de la place, soutenu·es par la grève de la faim du célèbre militant écologiste Sonam Wangchuk.

Mais le 20 juillet, après une manifestation visant à atteindre le Parlement indien, une répression policière d'ampleur s'abat sur le mouvement. Internet est coupé, la mobilisation est arbitrairement déclarée illégale et des affrontements ont lieu toute la journée. Des violences policières ont occasionné des centaines de blessé·es, parmi lesquels

plusieurs enfants. Enfin, la réponse tardive de Narendra Modi sur Instagram, filmé en gros plan, particulièrement cringe devant une caméra, a rajouté de l'huile sur le feu, tout en donnant l'occasion à des milliers d'internautes de se régaler en détournant la vidéo malaisante de l'ultranationaliste hindou.

Une victoire étudiante

Si Modi a finalement cédé à la pression de la rue en limogeant son Ministre de l'Éducation le 25 juillet, la contestation repose désormais sur des dénominateurs qui vont bien au-delà des seules préoccupations de la jeunesse. Cette semaine, les pancartes photographiées dans les rues réclamaient également plus de transparence électorale, tout en dénonçant le système clientéliste mis en place par le BJP et les inégalités abyssales de la société indienne. Si une partie du mouvement s'estime satisfaite des mesures proposées par Modi, Abhijeet Dipke a lui annoncé la poursuite de la mobilisation sur ses réseaux : «Ce n'est que le début. Nous ne nous arrêterons pas là», a-t'il notamment publié.

Au pouvoir depuis 2014, Modi maintient sa position en attisant les violences à l'encontre de la minorité musulmane du pays, qui compte pour 14,2% de la population indienne, et au prix de manipulations électorales lors du dernier scrutin de 2024. Dans une Inde polarisée, fracturée par un système de classe et une forte violence religieuse, les cafards ont su imposer des revendications transversales dans une mobilisation sans égale depuis 2019, tout en ridiculisant la figure autoritaire d'un Premier Ministre qui s'accroche au pouvoir.